

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Bethune, le 27/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS ACTIV MEDICAL DISPOSABLES (AMD)

Domaine de la Clotte
30250 Salinelles

Références : 147-2024
Code AIOT : 0028200031

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/08/2024 dans l'établissement SAS ACTIV MEDICAL DISPOSABLES (AMD) implanté Parc d'activités de la Chênaie Rue Pablo Picasso 62320 Rouvroy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection inopinée a pour principal objectif la vérification du respect des accès aux dispositifs de lutte contre l'incendie. L'inspection est donc orientée principalement sur une visite de terrain afin de parcourir une grande partie de l'entrepôt. Suivant le contexte, un ensemble d'éléments documentaires complémentaires sont demandés (voir constats).

Les points vérifiés qui sont détaillés dans les constats portent principalement sur les éléments suivants :

Pour la partie terrain,

- dégagement des RIA et extincteurs,

Pour la partie documentaire,

- désenfumage (température de déclenchement),
- formation du personnel,
- plan de défense incendie.

Le site est pourvu d'un dispositif automatique de lutte contre l'incendie par réseau de type «sprinkleurs ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS ACTIV MEDICAL DISPOSABLES (AMD)
- Parc d'activités de la Chênaie Rue Pablo Picasso 62320 Rouvroy
- Code AIOT : 0028200031
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Sur son site industriel de ROUVROY, la Société AMD produit des protections d'hygiène à usage unique pour l'incontinence adulte. Les activités et installations du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 30/12/2014 pour les rubriques suivantes: 1530-1 Dépôt de bois, papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues / 2311-1 Traitement par battage, cardage, lavage etc. de fibres d'origine végétale / 1510-2 Stockage de matières, produits ou substances combustibles, dans des entrepôts couverts / 2661-2-a Transformation de polymères / 2661-1-c Transformation de polymères / 2663-2-c Dépôt de produits contenant plus de 50% en masse de matières plastiques non alvéolaires et non expansées / 2564-A-3 Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 23	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Dégagement des RIA et extincteurs	Arrêté Ministériel du 18/04/2017, article Annexe II > 13	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 23	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux précédentes inspections, l'exploitant a mis en place un certain nombre de corrections

portant sur les accès et la signalisation des différents dispositifs de type RIA et extincteurs; néanmoins un ensemble de stocks déposés au sol n'a pas permis de vérifier l'intégralité des dispositifs de lutte contre l'incendie. Il est donc de fait constaté une mise en danger de l'entrepôt en cas d'incendie par l'impossibilité d'utiliser une partie de ces dispositifs en première intervention.

Il est proposé à M. le préfet un arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société AMD, pour dégager les accès aux dispositifs de lutte incendie de type RIA et extincteurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 5
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : (...) <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> (...)
Constats : <p>L'installation est pourvue d'un dispositif automatique de lutte contre l'incendie par réseau de type « sprinkleurs ».</p> <p>Dans le cadre de cette inspection inopinée principalement orientée vers une visite de terrain, il n'a pu être vérifié la documentation concernant le système de déclenchement du désenfumage ; il est recherché le différentiel entre la température de déclenchement des exutoires et celui des « sprinkleurs ».</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre la documentation technique qui indique les températures de déclenchements de l'ouverture des exutoires de l'entrepôt et des « sprinkleurs » afin de vérifier le différentiel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 23
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée :

<p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de cette inspection inopinée principalement orientée vers une visite de terrain, il n'a pu être vérifié la documentation concernant le plan de défense incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le plan de défense incendie tel que défini à l'annexe II > 23 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 portant sur les points indiqués dans la partie Prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Dégagement des RIA et extincteurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/04/2017, article Annexe II > 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dégagement des RIA et extincteurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : (...)</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parti de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; (...)
<p>Constats :</p> <p>Un ensemble de dispositifs de lutte contre l'incendie sont inaccessibles de par l'encombrement de stocks déposés au sol.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de rendre l'accès aux différents dispositifs de lutte contre l'incendie libre et facilement accessible.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 23
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <p>(...)</p> <ul style="list-style-type: none"> la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de cette inspection inopinée, principalement orientée vers une visite de terrain, il n'a pu être vérifié les compétences du personnel susceptible d'intervenir.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet les documents justifiant des formations et des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, données à son personnel pour l'année 2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois